

PRÉFET DE L'ALLIER

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement Auvergne

Unités territoriales Allier – Puy-de-Dôme

Christian SAINT-MAURICE – Chef de la Subdivision
Territoriale de l'Allier

Nos réf. : 0312ENVCSM-193
RMV 12-31

Yzeure, le 12 juin 2012

Affaire suivie par : Christian Saint-Maurice
Christian.saint-maurice@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 04.70.48.78.49 – Fax : 04.70.48.78.41

DEPARTEMENT DE L'ALLIER
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES
SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES

Société Le RESERVOIR
Proposition d'un arrêté de prescriptions complémentaires
Commune de Montluçon

Rapport de l'inspection des installations classées

1- Renseignements généraux sur l'exploitant

Raison sociale	: LE RESERVOIR
Forme juridique	: SAS
Siège social	: rue Eugène Sue à Montluçon
Représentant	: Monsieur Jean Claude Mardèle
Activités	: Chaudronnerie, travail des métaux

2- Historique

La Société Le RESERVOIR a été autorisée à exploiter un établissement de travail des métaux sur la commune de Montluçon le 28 septembre 1979.

Cette entreprise est spécialisée dans la fabrication de réservoirs d'air comprimé utilisés dans les systèmes de freinage des véhicules routiers et ferroviaires.

Depuis 1979, les volumes de fabrication ont beaucoup diminué suite à l'arrêt de la fabrication de réservoirs utilisés en première monte par un grand constructeur de véhicules poids lourds.

Elle emploie environ 70 personnes.

La SAS LE RESERVOIR fait par ailleurs partie du groupe Fayat (quatrième groupe français de BTP).



DREAL Auvergne
Subdivision Territoriale de l'Allier
51, boulevard Saint-Exupéry – CS50 121
03403 YZEURE CEDEX

3 – Situation environnementale du site

L'entreprise LE RESERVOIR est en situation administrative régulière dans la mesure où elle a été autorisée par arrêté de 1979. Toutefois, les activités exercées, les produits utilisés, l'organisation de la production ont beaucoup évolué depuis 1979 et les prescriptions de l'arrêté d'autorisation sont à ce jour notablement insuffisantes.

Ce constat avait déjà été fait lors de la dernière visite d'inspection de cet établissement, ce qui avait conduit le directeur de cette société à s'engager à produire un dossier de mise à jour.

A ce jour, ce dossier n'a pas été déposé.

4 – Propositions de l'inspection

Nous proposons donc à Monsieur le Préfet de l'Allier un arrêté de prescriptions complémentaires imposant à la société Le Réservoir la fourniture des pièces nécessaires à la mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Nous proposons un délai de six mois pour le dépôt de ces pièces, de manière à ce que l'exploitant puisse faire réaliser les études et analyses dans des conditions satisfaisantes.

Ces prescriptions ne relèvent pas de l'urgence et doivent au préalable être soumises à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement des Risques Sanitaires et Technologiques.

L'inspecteur des installations classées

Christian Saint-Maurice

Vu et transmis avec avis favorable
à Monsieur le Préfet de l'Allier
Yzeure, le 13 juin 2012
Pour le directeur et par délégation
Le chef de l'unité Territoriale Allier/Puy de Dôme

Christophe Merlin